

Le 15 mai, la population genevoise votera sur une réforme du Cycle d'orientation (CO 22) prônant la mixité sociale des élèves. Le sociologue Daniel Oesch éclaire les enjeux de ce débat.

« Retarder la sélection favorise l'égalité »

GUY ZURKINDEN . RÉDACTEUR
ERIC ROSET . PHOTO

Au cœur du débat autour de la réforme CO 22, il y a la sélection au sein du système scolaire...

Daniel Oesch – Dans le système éducatif suisse, l'essentiel de la sélection scolaire se passe très tôt – à la fin de l'école primaire, juste avant l'entrée au cycle d'orientation (CO). C'est lorsque les élèves sont âgés de 12 ans qu'on décide qui se retrouvera dans la filière pré-gymnasiale, ouvrant la voie aux études supérieures, qui sera dans la voie intermédiaire et qui sera cantonné à la voie la plus faible, avec à la clé de futurs choix professionnels fortement limités.

La Suisse est un des rares pays industrialisés à appliquer une sélection si précoce. Pour de bonnes raisons, la majorité des pays de l'OCDE – y compris les Etats-Unis – ne le font pas. C'est souvent beaucoup plus tard, entre 16 et 18 ans, que les trajectoires des élèves vont diverger.

Quels sont les effets de cette sélection précoce?

La sélection effectuée avant l'entrée au cycle d'orientation a des conséquences déterminantes pour le futur parcours professionnel des élèves. Elle représente un ticket d'entrée vers les différents segments du marché du travail – et les emplois et les niveaux de salaires qui leur correspondent. Les parents issus de la classe moyenne et moyenne supérieure sont d'ailleurs conscients de l'importance de la dernière année d'école primaire. Beaucoup font tout pour que leur enfant puisse entrer dans la filière la plus exigeante, qui offre le plus de choix pour la suite. En revanche, les élèves issus d'un environnement familial moins favorable ont un risque plus élevé de rater ce coche.

Quel rôle le milieu social joue-t-il dans ce processus?

De nombreuses études ont démontré que plus la sélection scolaire intervient

tôt, plus l'origine sociale joue un rôle important. Pour un élève âgé de 12 ans, la situation familiale joue un rôle central.

La conséquence d'un système qui sélectionne les élèves dès la fin du primaire, c'est que les enfants issus de la classe ouvrière sont sous-représentés dans les trajectoires éducatives plus longues et ambitieuses, notamment au gymnase et à l'université.

Quels seraient les effets d'une sélection plus tardive?

Plus on sélectionne tardivement, plus les élèves issus de familles disposant de ressources moindres – matérielles, académiques, en matière de connaissance de la langue, etc. – disposeront de temps pour compenser les inégalités de départ. Les élèves sont ainsi moins sélectionnés selon leur origine sociale – et davantage selon leurs réelles capacités.

Pour des jeunes issus de la classe ouvrière, il est aussi plus facile de se projeter dans une filière d'études longue vers 15 ou 16 ans qu'à l'âge 12 ans. Plus la sélection intervient tardivement, plus ces élèves auront la possibilité d'accéder à la maturité et de faire des études universitaires.

Retarder le tri scolaire est donc une mesure qui favorise l'égalité et la justice sociales.

Certains opposants à cette mesure craignent un «nivèlement par le bas»...

De nombreuses études démontrent le contraire.

Dans les processus d'apprentissage, l'influence des pairs est très importante. Or le système actuel part de l'idée, élitiste, que les élèves les plus faibles ne doivent pas retarder les autres. On cantonne donc ces jeunes dans une filière plus faible, dans l'idée qu'ils y apprendront un minimum et se débrouilleront ensuite sur le



marché du travail. La conséquence, c'est que ces élèves se sentent souvent stigmatisés. Ils s'en retrouvent démotivés, et cela prétérite leurs apprentissages. Pour les enseignants, il n'est pas non plus facile de travailler avec des élèves en situation d'échec.

Les enquêtes sociologiques montrent que les enfants éprouvant des difficultés scolaires bénéficient de la présence d'élèves ayant plus de facilité. En même temps, elles indiquent aussi que cette diversité ne se fait pas au détriment des apprentissages des élèves plus avancés.

Le système de formation professionnelle ne représente-t-il pas une alternative valable pour les élèves en difficulté?

Nombre d'élèves s'épanouissent plus en résolvant des problèmes pratiques que sur les bancs de l'école. Cependant, le système actuel des trois filières est loin de faciliter l'accès à l'apprentissage pour tous les jeunes! Les employeurs qui reçoivent plusieurs dossiers pour une même place d'apprentissage font un tri, en écartant souvent les jeunes issus de la filière la plus faible. Conséquence: dans les cantons germanophones notamment, ces élèves ont toutes les peines du monde à trouver une place d'apprentissage qui les intéresse!

Vous voyez donc la réforme CO 22 d'un œil favorable?

Son acceptation serait un pas en avant – du point de vue de l'égalité et de l'efficacité. D'abord, elle permettrait de limiter l'injustice sociale actuelle, qui consiste à cantonner les enfants issus de la classe ouvrière dans des regroupements offrant les perspectives les moins favorables. Ensuite, grâce à l'effet des pairs, la réforme genevoise favoriserait aussi l'acquisition des compétences scolaires par tous les élèves. ■

Sur le vif

«CO 22 POSE UNE QUESTION DE FOND»

À Genève, la réforme CO 22 fait l'objet d'attaques nourries de la droite...

Je pense que les représentants des partis de droite (PLR, UDC, Verts libéraux) qui s'opposent à cette réforme partent du principe que leurs enfants atteindront de toute façon la filière la plus exigeante du cycle (appelée R3 à Genève) – et que le maintien de la sélection actuelle leur permettra ainsi d'être «libérés» des enfants issus des classes ouvrières ou de l'immigration moins qualifiée. Si leurs enfants étaient victimes de la sélection scolaire, ils auraient probablement une position bien différente et dénonceraient ce tri trop précoce.

Une partie des enseignants est aussi très critique...

Une réforme comme CO 22, qui met fin au système des filières pour favoriser la mixité des classes au cycle d'orientation, représente en effet un grand défi pour le système scolaire et les enseignants. Sa mise sur pied impliquerait des remises en question, d'importantes adaptations, etc. Il y a aussi la question des moyens nécessaires à mettre à disposition pour qu'une telle réforme puisse être appliquée avec succès – ce qui sera une autre bataille à mener, après la votation.

Mais la votation du 15 mai pose des questions de fond qui ne doivent pas être esquivées: comment réduit-on la sélection sociale qui a cours actuellement à l'école? Comment rend-t-on un système scolaire plus inclusif afin de permettre au plus grand nombre d'élèves d'apprendre dans les meilleures conditions? ■